



Ville de MIRANDE

ARRÊTE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,

VU, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,

VU, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,

VU, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,

VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDERANT, la demande formulée le 16 Juin 2025 par Monsieur MERCIER Mickaël sise 38 rue du Languedoc - 53940 Saint Berthevin- en vue d'être autorisé à occuper le domaine public Place Saint Cricq à Mirande pour l'installation de son camion et la vente d'outillage professionnel le **28 Juin 2025 de 08h00 à 14h00**.

ARRÊTE

Art.1er : Monsieur MERCIER Mickaël est autorisé à occuper le domaine public Place Saint Cricq à Mirande pour l'installation de son camion et la vente d'outillage professionnel le **28 Juin 2025 de 08h00 à 14h00**.

Toute occupation du domaine public au-delà de cette période devra faire l'objet d'une demande de renouvellement au moins 2 jours à l'avance.

Art.2 : Monsieur MERCIER Mickaël est chargé de mettre en place la signalisation réglementaire en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Art.3 : A cet effet, cinq places de stationnement face au 7 Place Saint Cricq sont réservées à Monsieur MERCIER Mickaël aux droits du chantier durant la période précitée.

Art.4 : A l'issue du chantier, Monsieur MERCIER Mickaël devra s'acquitter du paiement qui lui sera réclamé, au titre de cette occupation du domaine public soit 50€.

Art.5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

Art.6 : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale et les services de voirie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 19 Juin 2025.

Le Maire,



Pour le Maire Empêché
L'Adjoint

NOTIFIE LE

20/06/25

Michel CORTADE

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noullobos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site www.telerecours.fr de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

